



Organisation  
internationale  
du Travail

# Résumé exécutif

## **International labour migration: A rights-based approach**

### **[La migration internationale de main-d'œuvre: une approche fondée sur les droits]**

La migration internationale n'est pas un phénomène nouveau. Pourtant, ces vingt dernières années, elle est devenue une priorité de l'agenda politique mondial.

Avec la mondialisation, la migration internationale va s'accélérer au cours du 21<sup>e</sup> siècle et non ralentir. Chaque année, des millions d'hommes et de femmes quittent leur foyer et franchissent les frontières de leur pays. Nombre d'entre eux partent en quête de meilleures possibilités de travail, de salaires plus élevés, mais beaucoup d'autres sont contraints de fuir en raison de la famine, de catastrophes naturelles, de conflits violents, de persécutions ou tout simplement du manque de travail décent dans leur pays d'origine. Parallèlement, dans les grands pays de destination, la demande accrue de travailleurs qualifiés, la réticence des travailleurs locaux à accepter certains postes déqualifiés, le déclin démographique et le vieillissement de la population agissent comme de puissants facteurs d'attraction.

Les flux migratoires internationaux sont aujourd'hui de plus en plus complexes et diversifiés: les expériences d'émigration évoluent dans la forme, le statut, la direction et la durée. Contrastant avec les mouvements précédents qui se caractérisaient par la permanence et l'installation, la migration temporaire se banalise. Les migrants internationaux constituent aujourd'hui un groupe composite, avec des travailleurs saisonniers, des intérimaires, des travailleurs qualifiés, des étudiants, des demandeurs d'asile et des réfugiés, des travailleurs clandestins et des victimes de la traite et du travail forcé. Voici quelques faits:

- En 2010, les migrants internationaux sont estimés à 214 millions et ne représentent que 3 pour cent de la population mondiale.
- Les femmes constituent près de 50 pour cent des migrants internationaux.
- Les travailleurs migrants (ceux qui émigrent pour travailler) et leurs familles représentent 90 pour cent du total des immigrants. On émigre aujourd'hui pour trouver du travail et, à ce titre, cela relève de l'Agenda de l'OIT pour le travail décent.
- Les travailleurs migrants (ceux qui sont économiquement actifs parmi la population immigrée totale) comptent pour 105 millions en 2010.

Cette évolution pose des défis importants aux quatre piliers de la politique de migration de main-d'œuvre: gouvernance, protection, développement et coopération. Un des défis consiste à gérer la migration de telle manière qu'elle crée de la croissance et de la prospérité à la fois dans le pays d'origine et dans le pays de destination, tout en protégeant et en profitant aux travailleurs immigrants eux-mêmes.

## Les principaux messages de l'ouvrage

Dotée d'un mandat constitutionnel qui stipule «la défense des intérêts des travailleurs occupés à l'étranger», d'une expertise tous azimuts des questions de travail et d'une composition tripartite, l'OIT a un rôle unique à jouer dans le débat mondial. *International labour migration* s'appuie sur le récent dialogue tripartite international qui a débouché sur la résolution de 2004 concernant une approche équitable pour les travailleurs migrants dans une économie mondialisée, sur le plan d'action de l'OIT pour les travailleurs migrants qui en découle, et sur le cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre de 2006. Ce dernier a marqué une étape majeure dans la définition d'une approche fondée sur les droits de la migration de main-d'œuvre qui sert de fil rouge tout au long du livre.

*International labour migration* examine d'abord les tendances et les conséquences dans les pays d'origine et de destination, et les conditions expérimentées par les travailleurs migrants. Il détaille ensuite les instruments internationaux pertinents, explorant leur contribution à la formulation et à l'application des politiques et des pratiques migratoires. Il identifie également les éléments essentiels pour la gouvernance des migrations et la coopération internationale.

Le chapitre 1 passe en revue les flux migratoires actuels et attendus à l'avenir, l'importance de la croissance des formes temporaires d'émigration, la féminisation et les tendances de la migration irrégulière.

Le chapitre 2 analyse les liens qui existent entre migration et développement et les effets de la migration internationale sur les pays d'origine et de destination. Dans les régions en développement d'où viennent la plupart des migrants, on mesure les effets positifs de la migration à l'aune des transferts de fonds très élevés (338 milliards de dollars en 2008) et des transferts d'investissement, de technologies et de compétences essentielles avec le retour des émigrés et l'engagement des communautés de la diaspora. Ces bénéfices sont rendus possibles par des politiques proactives et une coopération internationale efficace. Si les grands pays de destination ont, dans une certaine mesure, assoupli l'admission sur leur territoire des personnes qualifiées, les portes restent closes pour les personnes peu ou pas qualifiées alors que les pays en développement connaissent un surplus. Cela a trois effets indésirables: la grave fuite des cerveaux depuis les pays pauvres, l'acheminement d'une large partie de la demande non satisfaite vers l'économie informelle, et la réduction des bénéfices en termes de développement.

Dans les pays de destination, la migration a régénéré les populations et les mains-d'œuvre, contribué à la création d'emplois, permis aux secteurs traditionnels comme l'agriculture et les services de devenir économiquement viables, favorisé l'entrepreneuriat, financé les systèmes de sécurité sociale et de protection sociale, satisfait la demande de compétences dans les industries high-tech émergentes et promu le renouveau urbain. Les faits démystifient un certain nombre de croyances populaires – par exemple, celle qui veut que les travailleurs migrants se substituent aux travailleurs locaux, augmentent le taux de criminalité et profitent des systèmes publics de protection sociale.

Néanmoins, de nombreux travailleurs migrants n'occupent pas d'emploi décent; ils souffrent au contraire de bas salaires, de milieux de travail dangereux, du non-paiement de leur salaire, de la quasi-absence de protection sociale, du déni de la liberté syndicale et des droits des travailleurs, de discrimination et de xénophobie. Le chapitre 3 détaille la façon dont les migrants tendent à se concentrer dans les secteurs économiques qui sont moins attractifs pour les travailleurs nés sur place: agriculture, bâtiment, industrie manufacturière à haute intensité de main-d'œuvre et services, y compris le travail domestique, l'hôtellerie et le tourisme. Ces secteurs emploient certains des plus vulnérables des migrants: les femmes travailleuses domestiques, les ouvriers du bâtiment, les employés clandestins, et les victimes de la traite.

Des études démontrent que, dans les pays de l'UE et de l'OCDE, les travailleurs immigrés connaissent des taux de chômage supérieurs à ceux des ressortissants nationaux et, lorsqu'ils ont du travail, ils ont tendance à être relégués dans des professions à faibles qualifications. Ils sont davantage susceptibles d'être surqualifiés pour leur emploi et sont confrontés à une forte insécurité de l'emploi et à des conditions de travail moins avantageuses. De manière générale, parmi les travailleurs migrants, ce sont les temporaires, les femmes et les jeunes qui sont particulièrement vulnérables. En période de récession, le poids de l'ajustement incombe principalement aux populations immigrées.

Les recherches menées par l'OIT révèlent que la discrimination à l'embauche contre les personnes d'origine immigrée, y compris les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> générations, est marquée en Europe et en Amérique du Nord. Les jeunes candidats d'origine étrangère doivent déposer quatre à cinq fois plus de candidatures que les jeunes du cru ayant les mêmes compétences, éducation et expérience pour obtenir une réponse positive. Les résultats montrent un biais important à l'encontre des candidats issus des minorités dans les pays européens testés: les candidats ressortissants du pays ou majoritaires ont été sélectionnés contre des candidats aussi qualifiés mais issus d'une minorité dans neuf cas sur dix.

## **Réponses politiques et regard vers l'avenir**

La seconde partie de l'ouvrage passe en revue les réponses politiques qui utilisent une approche fondée sur les droits en s'appuyant sur les droits et les normes internationalement reconnus. Le chapitre 4 discute de la manière de protéger et de promouvoir les droits des travailleurs grâce aux normes internationales, en particulier celles élaborées par le BIT. Il traite des trois niveaux de protection que ces normes confèrent aux travailleurs migrants: droits universels de l'homme, normes fondamentales du travail qui s'appliquent à tous les migrants, quel que soit leur statut, normes spécifiques aux migrants, et autres normes du travail qui s'appliquent aussi aux travailleurs migrants. Le chapitre met en évidence les lacunes de protection dans les instruments actuels en ce qui concerne les femmes immigrées, les travailleurs temporaires et ceux qui sont en situation irrégulière. Alors que 82 pays ont ratifié au moins l'un des trois instruments internationaux sur les travailleurs migrants, une meilleure application est indispensable, grâce à une inspection du travail appropriée et à des procédures d'accès à la justice. Le cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre qui est non contraignant – une synthèse complète de tous les principes et directives applicables – peut aider les pays à élaborer de bonnes politiques migratoires.

Les chapitres 5 et 6 sont consacrés aux politiques migratoires nationales et internationales qui requièrent une plus grande cohérence et une meilleure coopération. Parmi les domaines les plus importants pour les mandants tripartites de l'OIT, figurent la régulation des flux migratoires de main-d'œuvre, le contrôle des processus de recrutement, la reconnaissance des qualifications des travailleurs migrants, la portabilité des prestations de sécurité sociale, la protection contre les risques professionnels, de meilleures conditions de travail et des liens resserrés entre migration et développement. Le message clé, c'est qu'une bonne politique migratoire implique bien plus que la «lutte» contre l'immigration irrégulière et le renforcement des contrôles aux frontières. Elle suppose d'identifier les intérêts à long terme et les besoins du marché du travail, ancrant les politiques sur les droits humains fondamentaux et trouvant des mécanismes efficaces pour obtenir un large consensus social.

Puisque la migration a des conséquences directes sur les intérêts des travailleurs et des employeurs, un vaste consensus social entraîne la constitution d'organes tripartites qui peuvent aider les gouvernements à formuler et mettre en œuvre une politique relative aux migrations de main-d'œuvre.

S'appuyant sur les chapitres précédents, le chapitre 7 fait des recommandations concrètes et des suggestions pour l'avenir:

- La gouvernance nationale et internationale des migrations de travail devrait prendre acte du fait que la plupart des flux migratoires sont liés à la recherche de travail décent. Il est indispensable d'offrir davantage de possibilités légales de mobilité de la main-d'œuvre (en particulier pour les travailleurs peu qualifiés), grâce à des politiques qui associent développement et mobilité et qui soient respectueuses de la liberté de circulation. Les programmes actuels de migrations temporaires et circulaires ne peuvent combler la demande permanente de main-d'œuvre immigrée, en particulier en raison du vieillissement de la main-d'œuvre et le besoin de personnels soignants. Les mécanismes de migration temporaire et circulaire devraient respecter le principe de l'égalité de traitement entre ressortissants nationaux et migrants.
- A court et moyen terme, il existe un potentiel considérable pour des systèmes de libre circulation des personnes et de mobilité de main-d'œuvre dans les zones de marché commun, comme celles d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.
- Les politiques devraient se fonder sur la reconnaissance de bénéfices mutuels pour les pays d'origine comme pour les pays de destination.
- La protection des droits des migrants est cruciale pour réaliser les bénéfices des migrations en matière de développement pour toutes les parties. Les instruments internationaux qui existent et le cadre multilatéral de l'OIT pour les migrations de main-d'œuvre fournissent une assise solide à cet égard.
- L'adoption d'approches globales de la migration irrégulière (au-delà du traitement de la dimension d'ordre public) est nécessaire pour traiter les causes profondes du problème et protéger les droits humains fondamentaux des travailleurs en situation irrégulière en conformité avec les normes internationales, et envisager des solutions de régularisation adaptées.
- La coopération à tous les niveaux (bilatéral, régional et multilatéral) entre les gouvernements, les partenaires sociaux et les autres acteurs concernés est un pilier fondamental pour améliorer la gouvernance des migrations, assurer la protection des travailleurs immigrés et sécuriser les bénéfices pour le développement des migrations de travail.
- Parallèlement, l'OIT doit travailler avec les autres organisations régionales et internationales concernées par les migrations pour faire avancer l'agenda de la politique fondée sur les droits.

La communauté internationale a encore beaucoup à faire pour que les migrations fonctionnent bien et pour offrir une solution équitable aux travailleurs migrants. À long terme, l'objectif devrait être des migrations dans des «conditions de liberté, de dignité, d'équité et de sécurité», cohérentes avec le concept de travail décent; initialement mis en avant par l'OIT, il est désormais la vision commune de la communauté internationale.

---

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique  
 Bureau international du Travail  
 4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse  
 Pour plus d'information, visitez notre site web [www.ilo.org](http://www.ilo.org)

